

Document muni d'une signature électronique avancée

Le présent document est établi électroniquement et est muni d'une signature électronique avancée par le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés de manière à garantir l'authenticité de l'origine et l'intégrité des informations contenues sur ce document par rapport aux informations inscrites ou par rapport aux documents déposés au registre de commerce et des sociétés.

Monocle

Société Anonyme

Siège social: L-1946 Luxembourg, 1, rue de Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 171.098.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.
En vue de la mention aux fins de publication au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Signé, le Notaire Paul DECKER
Luxembourg, le 11/09/2013.

Monocle

Société Anonyme

Siège social: L-1946 Luxembourg, 1, rue de Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 171.098.

STATUTS COORDONNES

- **CONSTITUTION du 26 juillet 2012**, suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des sociétés et associations, numéro 2402 du 26 septembre 2012,

- **MODIFICATION du 20 août 2013**, suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des sociétés et associations, numéro * du *,

Titre I - RAISON SOCIALE - SIEGE SOCIAL - OBJET - DUREE

Article 1.

La Société adopte la dénomination de Monocle.

Article 2.

Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Tout changement du siège social sera publié au Mémorial C par les soins du conseil d'administration.

Le conseil d'administration aura le droit d'établir des bureaux, sièges administratifs, succursales et filiales où il le jugera utile, soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil d'administration et, en cas d'empêchement du conseil d'administration, par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données. L'assemblée générale des actionnaires jugera en définitive, même avec effet rétroactif, si les événements mentionnés ci-dessus constituaient un cas de force majeure.

Article 3.

La Société a pour objet la création, la promotion, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») agréés conformément à la Directive Européenne 2009/65/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les OPCVM, ainsi que d'autres organismes de placement collectif («OPC»).

Plus généralement, la Société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet,

en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la Partie IV, Chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC, telle qu'elle pourra être modifiée (« Loi de 2010 »).

La Société n'acceptera aucun dépôt ni n'offrira aucune activité de garde en rapport à des valeurs mobilières en son nom propre pour le compte de ses clients.

Les activités de gestion, d'administration et de commercialisation d'OPCVM et d'OPC incluent, notamment :

- la gestion collective de portefeuille d'OPCVM, d'OPC et de fonds internes collectifs d'assurance. A ce titre, la Société pourra, pour le compte des OPCVM, OPC et fonds internes collectifs d'assurance en gestion, (i) donner tout avis ou recommandation quant aux investissements à effectuer, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières et tous autres avoirs, (iv) exercer pour le compte des OPCVM, OPC et fonds internes collectifs d'assurance en gestion tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des OPCVM, OPC et fonds internes collectifs d'assurance. Cette énumération n'est pas exhaustive.
- l'administration des OPCVM et OPC. Celle-ci consiste dans l'ensemble des tâches listées sous "Administration" en Annexe II de la Loi de 2010 dont notamment (i) l'évaluation du portefeuille et la détermination de la valeur des actions et/ou des parts de l'OPCVM et OPC, (ii) l'émission et le rachat d'actions et/ou parts des OPCVM et OPC, (iii) la tenue du registre des OPCVM et OPC, (iv) l'enregistrement et la conservation des opérations. Cette énumération n'est pas exhaustive.
- la commercialisation à Luxembourg et/ou à l'étranger des actions/parts des OPCVM et OPC.

Article 4.

La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale dans les conditions de quorum et de majorité prévues en matière de modification des Statuts.

Titre II.- CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 5.

Le capital souscrit est fixé à quatre cent vingt-cinq mille euros (425.000,-EUR), représenté par huit mille cinq cents (8.500) actions d'une valeur nominale de cinquante euros (50,-EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites dans un registre spécial tenu au siège de la société dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39

de la Loi : la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre et des numéros de ses actions, l'indication des versements effectués, ainsi que les transferts avec leur date.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, aux actionnaires.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Article 6.

Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour la modification des Statuts. La réalisation d'une telle augmentation de capital peut être confiée par l'assemblée générale au conseil d'administration.

En cas d'augmentation de capital, les actions à souscrire doivent être entièrement libérées en numéraire, et seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existant au jour de l'émission, au prorata du nombre de titres appartenant à chacun d'eux; le droit de préférence s'exercera dans le délai et aux conditions fixées par l'assemblée générale, qui réglera notamment les modalités de souscription des titres non souscrits par certains propriétaires faisant abandon de leur droit de préférence.

Article 7.

Aucune cession, à titre onéreux ou gratuit, ne peut se faire sans l'autorisation et l'agrément spécial, pour chaque cession, du conseil d'administration. Toute transmission d'actions par suite du décès de leur titulaire ne devient opposable à la Société qu'après acceptation du bénéficiaire par le conseil d'administration.

A défaut d'autorisation ou d'agrément, le conseil d'administration doit acquérir les actions, pour la Société, à leur valeur comptable, ou désigner un autre actionnaire acceptant qui les achètera à leur valeur comptable. La valeur comptable est déterminée en fonction du dernier bilan approuvé de la Société.

Article 8.

Les actions sont indivisibles.

Les actions ne peuvent être mises en gage ou autrement grevées sans l'approbation préalable du conseil d'administration.

Si une action appartient à plusieurs propriétaires, si elle fait l'objet d'un usufruit ou si elle est donnée en gage, le conseil d'administration peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que les différents copropriétaires, ou le nu-propriétaire et l'usufruitier, ou le créancier gagiste et le débiteur gagiste aient désigné une seule personne comme ayant, à l'égard de la Société, la qualité d'actionnaire.

Titre III.- ADMINISTRATION-SURVEILLANCE

Article 9.

La Société est administrée par un conseil de trois administrateurs au moins, actionnaires ou non, nommés, pour six ans au plus, par l'assemblée des actionnaires et, en tout temps, révocables par elle. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les autres administrateurs ont le droit de coopter un remplaçant à titre provisoire; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procédera à l'élection définitive.

Article 10.

L'assemblée générale des actionnaires choisira un président parmi les membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président ou, à défaut, de l'administrateur désigné par ses collègues ou, à défaut, par deux administrateurs.

Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

La présidence des réunions est assumée par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un vice-président ou, à défaut, par l'administrateur désigné par ses collègues.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout autre endroit, à Luxembourg ou à l'étranger, indiqué dans les convocations.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés; en cas de parité de voix, celle du président du conseil d'administration est prépondérante.

Tout administrateur empêché ou absent peut, par écrit ou télégramme confirmé, donner à un de ses collègues du conseil pouvoir de le représenter aux réunions du conseil et d'y voter en ses lieu et place.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant

les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la première signature.

Article 11.

Les délibérations du conseil d'administration (à l'exception de celles dont fait mention le dernier paragraphe de l'article précédent) seront établies par des procès-verbaux signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs ou par telle personne à laquelle tel pouvoir aura été délégué par le conseil.

Article 12.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et accomplir ou autoriser toutes opérations et tous actes d'administration ou de disposition, de nature à permettre la poursuite de l'objet social, sous les seules restrictions prévues par la loi et par les présents Statuts.

Article 13.

La gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation pour cette gestion peut être confiée par l'assemblée générale des actionnaires à un ou plusieurs délégués non administrateurs et/ou à un ou plusieurs administrateurs qui prendront les titres que leur donnera l'assemblée générale des actionnaires lors de leur nomination (*administrateur-délégué*).

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers; ou leur donner des missions ou des attributions spéciales. Il peut notamment leur confier la direction de telle ou telle partie des affaires sociales.

Le conseil d'administration fixe les pouvoirs et les attributions attachés à ces délégations, ainsi que le titre que porteront ceux auxquels ils sont attribués et les émoluments, fixes ou proportionnels, à porter dans les frais généraux, qui y seront attachés; sauf à rendre compte à l'assemblée générale des actionnaires des émoluments attribués aux administrateurs-délégués.

Le conseil peut révoquer ces délégations à chaque instant et pourvoir à leur remplacement.

Article 14.

A moins de délégation consentie par le conseil d'administration ou de dispositions autres dans les présents Statuts, tous les actes engageant la Société seront signés par au moins deux administrateurs.

Au cas où plusieurs délégués sont désignés, tous les actes de gestion journalière seront signés par au moins deux administrateurs-délégués ou deux directeurs délégués à la gestion journalière, sans préjudice des délégations spéciales ou des attributions de pouvoir.

A moins de délégation consentie par le conseil d'administration à l'unanimité ou de dispositions autres dans les présents Statuts, tous les actes engageant la Société dans un contrat d'emprunt ou de prêt devront être autorisés par le conseil d'administration à l'unanimité.

Article 15.

Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera(seront) désigné(s) par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son(ses) successeur(s). Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) restera(resteront) en fonction jusqu'à la réélection ou l'élection de son(ses) successeur(s).

Les réviseurs d'entreprises sont rééligibles, la durée de leur mandat ne peut excéder six ans.

Titre IV.- ASSEMBLEE GENERALE

Article 16.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la Société et qui figurent à l'ordre du jour.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou opposants.

Article 17.

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au siège social, ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation, le dernier jour ouvrable d'avril à quatorze heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires se réuniront chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, au lieu, endroit et heure indiqués dans les convocations faites par deux membres du conseil d'administration au moins ou sur la demande d'actionnaires réunissant au moins vingt pour cent du capital.

Article 18.

Les convocations à toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément aux dispositions de la loi. Toutefois si tous les actionnaires sont présents ou

représentés et s'ils consentent à l'unanimité à tenir leur assemblée, l'assemblée pourra délibérer valablement sans que des convocations aient été envoyées préalablement.

Article 19.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un porteur de procuration, actionnaire ou non.

Article 20.

L'Assemblée Générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut par toute personne désignée par le conseil d'administration.

Le président de l'assemblée désigne le secrétaire et l'assemblée élit un ou plusieurs scrutateurs qui forment avec lui le bureau.

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les projets portés à l'ordre du jour, même s'il s'agissait de la révocation d'administrateurs et de réviseurs d'entreprises. Toutefois, une assemblée groupant tous les actionnaires peut, à l'unanimité, décider de délibérer sur un autre ordre du jour que celui prévu dans la convocation.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et représentés.

Il est établi un procès-verbal de la délibération de l'assemblée. Celui-ci est signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits des procès-verbaux sont signés par deux administrateurs ou par telle personne à laquelle tel pouvoir aura été délégué par le conseil.

Article 21.

En cas de modification des Statuts, d'augmentation ou de réduction de capital, de prorogation ou de dissolution anticipée de la Société, de fusion ou d'absorption de celle-ci par une autre société, l'assemblée ne pourra valablement statuer qu'en se conformant aux formes, aux conditions, et notamment aux conditions de présence et de majorité prévues par la loi luxembourgeoise.

Article 22.

L'exercice social court du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Le 31 décembre de chaque année, le conseil d'administration dressera le bilan et le compte de profits et pertes de la Société.

Article 23.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice, il est prélevé un vingtième au moins qui sera affecté à la formation de la réserve légale, ce

prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprenant cours si cette réserve venait à être entamée.

Le surplus demeurera à disposition de l'assemblée générale qui en déterminera souverainement l'affectation en ce qui concerne le dividende, les mises en réserve et le report à nouveau.

Article 24.

Les dividendes seront payés aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Titre V.- DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 25.

En cas de dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désignera un ou plusieurs liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixera la méthode de liquidation. A défaut de décision prise à cet égard par l'assemblée générale, les administrateurs en fonction seront considérés comme liquidateurs, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard de la Société.

Article 26.

Le produit net de la liquidation, après apurement des dettes et charges, sera réparti à parts égales entre toutes les actions du capital.

Titre VI.- DISPOSITIONS GENERALES

Article 27.

Pour tous les points qui ne sont pas régis par les présents Statuts, les comparants se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi qu'à celles de la loi du 17 décembre 2010 sur les Organismes de Placement Collectif, telle que modifiée.

Pour statuts coordonnés,

Luxembourg, le 11/09/2013.